

vote de défiance. De toute évidence, si le Gouvernement était renversé, le parti conservateur aurait à prendre la direction des affaires nationales. Il en résulterait un budget des dépenses fort considérable, si nous nous rappelons que ce parti, la dernière fois qu'il a déteu le pouvoir, de 1930 à 1935, a accru la dette nationale de 920 millions de dollars.

Je voterai contre l'amendement proposé, parce que je trouve à redire à la dernière partie. Mais je voterai aussi contre les crédits de la défense nationale, lors de leur étude en comité, parce que je ne crois pas opportun que le Gouvernement dépense une pareille somme ou augmente à ce point les crédits, en une seule année.

Monsieur l'Orateur, la franchise est une bonne qualité. Il ne faut pas que l'impression se répande dans le public que je regarde les membres du cabinet, surtout ceux du Québec, comme des impérialistes. Je suis sûr qu'ils ne sont pas plus impérialistes que moi, et je ne le suis pas du tout. Je ne veux pas que l'impression se répande dans le public que le cabinet actuel, surtout les ministres du Québec, sont en faveur de la participation du Canada à toute guerre impériale ou européenne, parce qu'ils ne sont pas plus en faveur de notre participation à de pareilles guerres que moi, et je ne le suis pas du tout. Le ministère veut simplement protéger le Canada contre une attaque et augmenter les crédits de la défense nationale de 15 millions de dollars à cette fin. Telle est sa façon de voir, en toute sincérité. En toute humilité, je trouve excessive cette augmentation et c'est la raison de ma dissidence.

Pendant que j'ai la parole, j'ai un autre devoir à accomplir, au nom de la justice. Je désire dénoncer un certain groupe de journaux de la province de Québec pour les faussetés, les exposés inexacts et les fautes d'action et d'omission qui paraissent régulièrement dans leurs pages touchant l'attitude sur les armements, du présent cabinet, en particulier des ministres du Québec, et du parti libéral en général. Une bonne partie de la presse du Québec tente en ce moment-ci un effort déterminé pour tromper la population de cette province et tirer un avantage politique de cette question d'armements. Je suis sûr que nos ministres peuvent voir à leur propre défense, mais représenter le ministre de la Justice (M. Lapointe) et d'autres ministres du Québec comme impérialistes ou comme favorisant la participation du Canada à des guerres européennes, c'est imputer des intentions malicieuses et exprimer un indigne mensonge.

Je me permettrai de citer en exemple l'*Illustration* pour montrer jusqu'où peuvent aller

[M. Brunelle.]

la vilénie et la bassesse d'un journal à la solde d'adversaires politiques sans scrupule. Vu que je suis nouveau en cette Chambre, j'ai observé ce qui se passe ici et, si étonnant que ce soit, j'ai vu chaque jour ce journal à sensation, l'*Illustration*, sur le pupitre et entre les mains de l'honorable député d'Argenteuil (sir George Perley); j'ai pu voir mon honorable ami et le très honorable chef de l'opposition (M. Bennett) rapprocher leurs têtes et se pencher sur cette abominable feuille, goûter apparemment la lecture de ses articles et se réjouir des faussetés outrageantes et voulues dites sur l'attitude des ministres du Québec. Ces faussetés sont écrites dans l'intention de faire perdre à la population du Québec la confiance qu'elle place dans le ministre de la Justice, dans le ministre des Travaux publics (M. Cardin), dans le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Power) et dans le secrétaire d'Etat (M. Rinfret).

Qu'il me soit permis d'adresser les plus sincères éloges à la presse indépendante pour l'excellent travail qu'elle accomplit pour ses lecteurs, ainsi qu'aux journaux impartiaux pour les services qu'ils rendent à leurs abonnés, et qu'on me permette aussi d'exprimer mon dégoût et ma désapprobation envers un journal du genre de l'*Illustration* pour les mauvais services qu'il rend aux citoyens de la province de Québec.

Je regrette, en ce qui a trait à la question des armements et au relèvement des crédits de la défense nationale, qu'il me faille différer d'opinion avec le cabinet, mais en cela, loin de me rapprocher je m'éloigne davantage du parti conservateur qui, au Canada, est reconnu comme le parti impérialiste. Il se peut fort bien que le Gouvernement ait raison d'inaugurer le présent programme de défense et il se peut fort bien aussi que l'avenir démontre que le chiffre des prévisions budgétaires de cette année n'est pas excessif. Je prévois que la Chambre adoptera les crédits affectés à la défense nationale et j'ai la conviction que le parti conservateur ne trouvera pas qu'ils sont assez élevés, qu'il l'admette ou non. Je suis fier de le proclamer, la politique du parti libéral a toujours été bonne et avantageuse sous tous rapports pour le Canada. J'ai foi dans cette politique, mais je ne puis approuver le chiffre des crédits que l'on se propose de déboursier cette année pour les armements.

(Traduction)

M. L.-D. TREMBLAY (Dorchester): Monsieur l'Orateur, c'est avec le sentiment d'accomplir un devoir grave et impérieux que je me lève ce soir pour combattre la motion actuellement devant la Chambre.